



# RÉTRO INFORMATION SUR LA GRATUITÉ DES SOINS

Bulletin n°4- de janvier à octobre 2021

La Rétro Information Sanitaire participe au processus de formation continue et d'amélioration des services de santé. Dans cette dynamique, le Secrétaire Technique pour la Couverture Sanitaire Universelle (ST-CSU) produit mensuellement un bulletin à l'intention des acteurs du programme national de Gratuité des soins pour la prise de décision. Les données proviennent de la plate-forme eGratuité et des rapports des organisations non gouvernementales (ONG) en charge du contrôle. Ce quatrième numéro suit l'évolution des indicateurs de janvier à octobre 2021.

**Taux de satisfaction des bénéficiaires de plus 80% sur l'ensemble des composantes de satisfaction (voir figure 1-2)**

**Taux de complétude dans la transmission des factures élevé aussi bien pour les Centres médicaux (CM) et les Centres de santé et de promotion sociale (CSPS), (93.2%) que pour les Centres hospitaliers universitaires (CHU), les Centres hospitaliers régionaux (CHR) et les Centres médicaux avec antenne chirurgicale (CMA), (84%) (voir figures 3 à 6)**

**Paiement des prestations correspondant à plus de 80% des factures émises (voir figure 7)**

**Constance des coûts moyens des prestations au niveau des CSPS (voir figures 10 à 18)**

**Amélioration de la concordance des quantités de prestations déclarées par rapport à celles contrôlées (voir figure 20)**



**Arriérés de paiement des factures des formations sanitaires de 24,055,129,284 francs de la Communauté financière en Afrique, Union économique et monétaire ouest africaines (FCFA, UEMOA) en fin octobre 2021 (voir figure 7)**



**Faible taux de complétude dans la transmission des données sur les commandes et livraisons des médicaments essentiels et génériques et les péremptions (voir figure 23-25)**



**Dettes totales des Districts sanitaires (DS) et des hôpitaux vis-à-vis de la Centrale d'achat des médicaments essentiels génériques (CAMEG) élevées (voir figure 27)**



**Index de satisfaction globale des commandes de médicaments essentiels et génériques (MEG) auprès de la CAMEG de (73%) en moyenne avec des variations de 67% en janvier et octobre 2021 et 87% en septembre 2021. (voir figure 24)**



**490 cas de surfacturations, 273 cas de paiements à tort, 182 cas de patients fictifs, 168 cas de ventes parallèles de produits, et 126 cas de retentions de produits détectés dans les formations sanitaires contrôlées (voir figure 19)**

## SATISFACTION DES BÉNÉFICIAIRES

Les bénéficiaires enquêtés de janvier à octobre 2021 sont plus satisfaits du traitement reçu (98%), de l'accueil (97%), et de la confidentialité (93%) dans les formations sanitaires que de l'hygiène (90%) et du délai d'attente (88%). L'analyse par région montre que les bénéficiaires du Nord et du Sahel sont plus satisfaits contrairement aux bénéficiaires du Centre-Est et du Sud-Ouest.

Figure 1 : Taux de satisfaction des bénéficiaires par composante

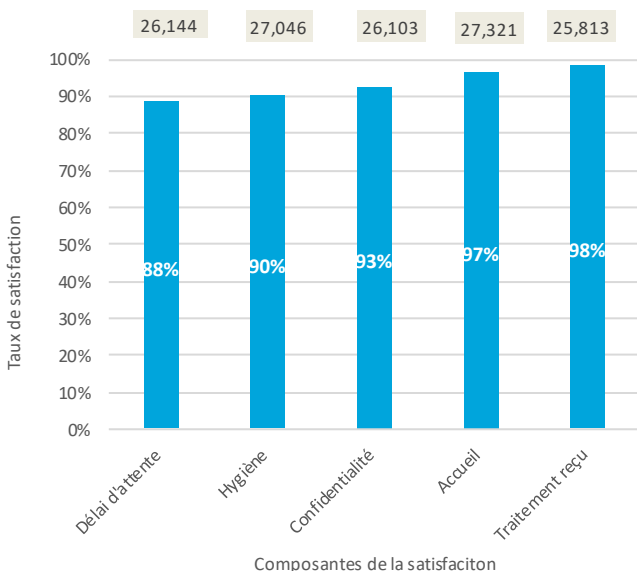
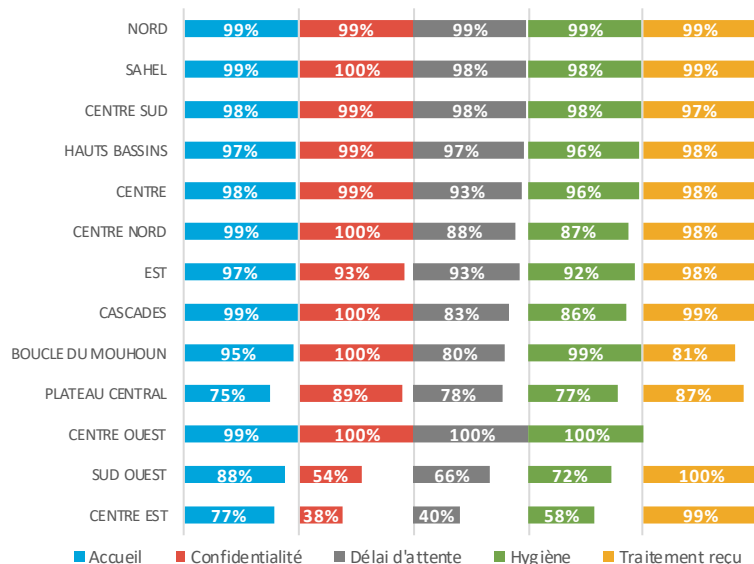


Figure 2 : Taux de satisfaction des bénéficiaires par composante et par région



THINK WELL

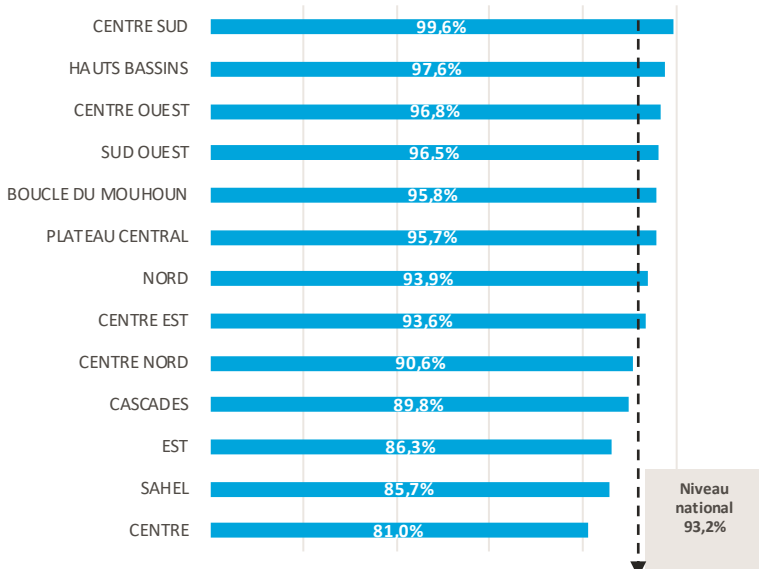




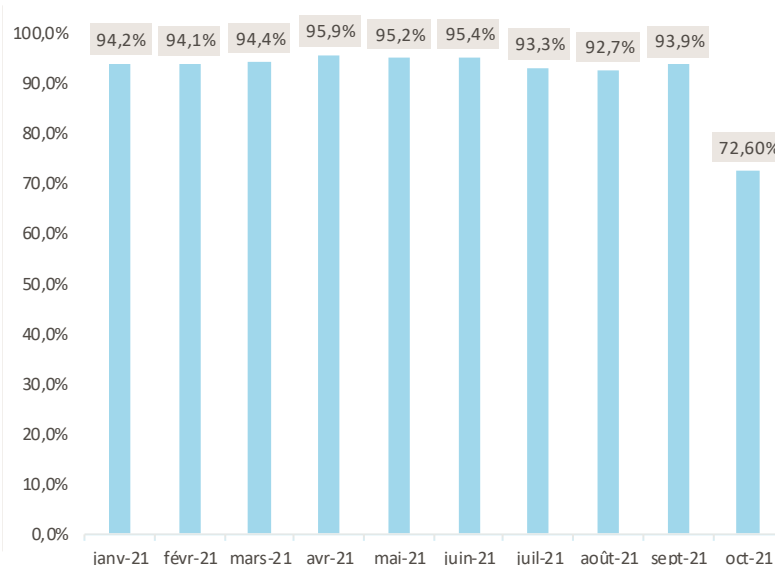
# FACTURATION

Afin de justifier l'utilisation des fonds reçus et bénéficier de nouveaux fonds pour la mise en œuvre de la gratuité des soins, les formations sanitaires produisent chaque mois des rapports mensuels d'activités (RMA). Ces RMA constituent leurs factures de la gratuité et recapitulent toutes les prestations offertes aux cibles en termes de quantité et de coût durant le mois. Le taux de transmission des rapports CSPS/CM de janvier à octobre 2021 a régressé de 2,1 (95,3% à 93,2) au niveau national comparativement à la période de janvier à septembre 2021. Les régions du Centre-Sud et des Hauts-Bassins enregistrent les taux les plus élevés. Les taux les plus faibles sont enregistrés par les régions du Sahel et du Centre.

**Figure 3 : Complétude dans la transmission des RMA Gratuité des CSPS/CM par région**

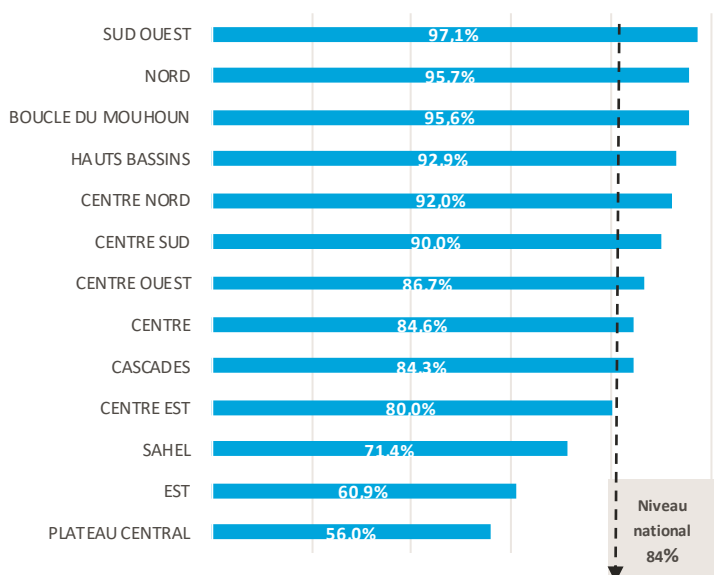


**Figure 4 : Evolution mensuelle des RMA Gratuité des CSPS/CM**

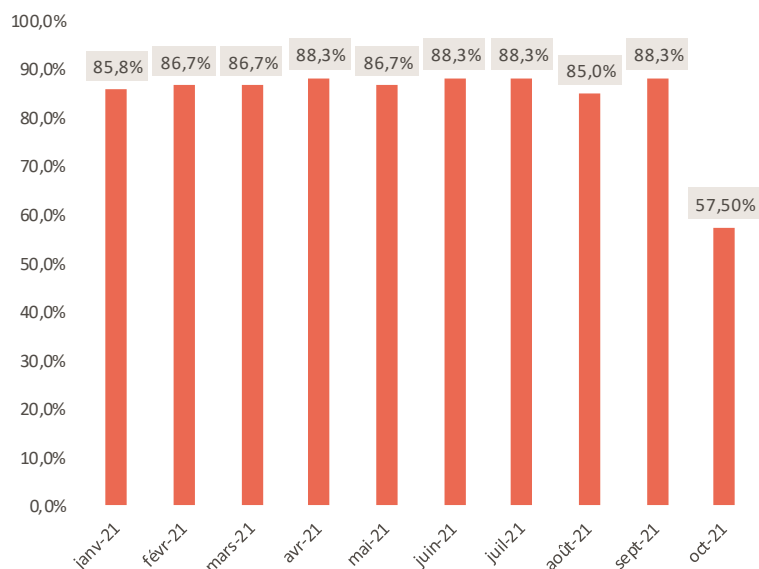


Le taux de complétude des rapports des CMA/CHR/CHU a connu une forte baisse au mois d'octobre 2021. Cependant, 10 régions sur 13 ont atteint un taux de complétude d'au moins 80%. Les régions du Sahel, de l'Est et du Plateau central enregistrent les plus faibles taux.

**Figure 5 : Complétude dans la transmission des RMA Gratuité des CMA/CHR/CHU par région**



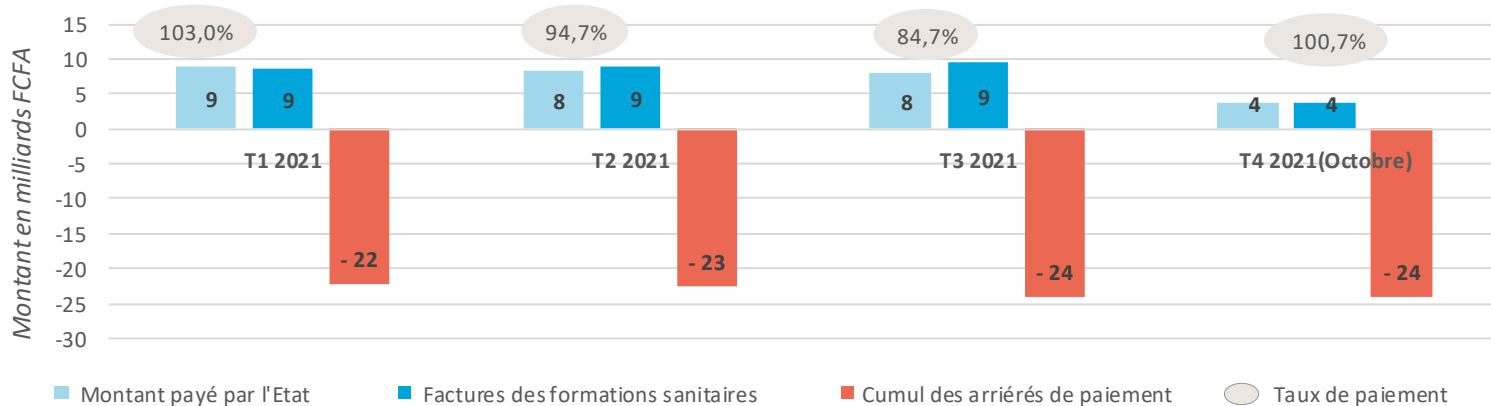
**Figure 6 : Evolution mensuelle de la transmission des RMA Gratuité des CMA/CHR/CHU**



# ACHAT DE SERVICE

La politique de gratuité des soins est financée principalement sur le budget de l'Etat qui prend en charge les coûts des prestations offertes gratuitement aux bénéficiaires dans les formations sanitaires. Le paiement des prestations s'effectue par des virements dans les comptes Trésor « gratuité » des districts sanitaires et des CHR/CHU. Au premier trimestre 2021, les virements effectués par l'Etat ont permis de couvrir l'entièreté des factures émises par les formations sanitaires. Le taux de paiement a cependant baissé sur les trimestres suivants. Pour le compte de T4 2021, un virement de 3 702 680 450 FCFA a été effectué. Ce montant ne couvre que les factures du mois d'octobre 2021. Les arriérés de paiement s'élèvent à plus de 24 milliards FCFA en fin octobre 2021.

Figure 7: Paiements des factures



Au cours du troisième trimestre 2021, les accouchements, les soins pendant la grossesse, les soins chez les enfants de moins de 5 ans et les soins par les ASBC sont en nette croissance par rapport aux deux trimestres précédents. Les prestations de dépistage des lésions précancéreuses et de planification familiale sont quasi-stagnantes au fil du temps sauf au mois de mai 2021 où il est enregistré une hausse des recours aux services de planification familiale. Au mois d'octobre 2021, l'ensemble des six groupes de prestations a connu une légère baisse due à la faible complétude des données de rapportage.

Figure 8 : Suivi des prestations réalisées au niveau national

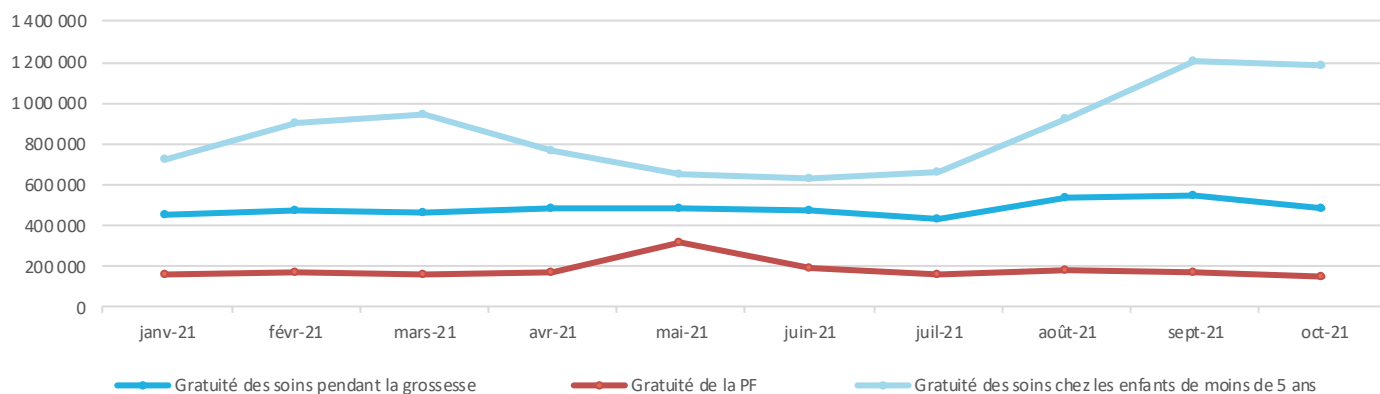
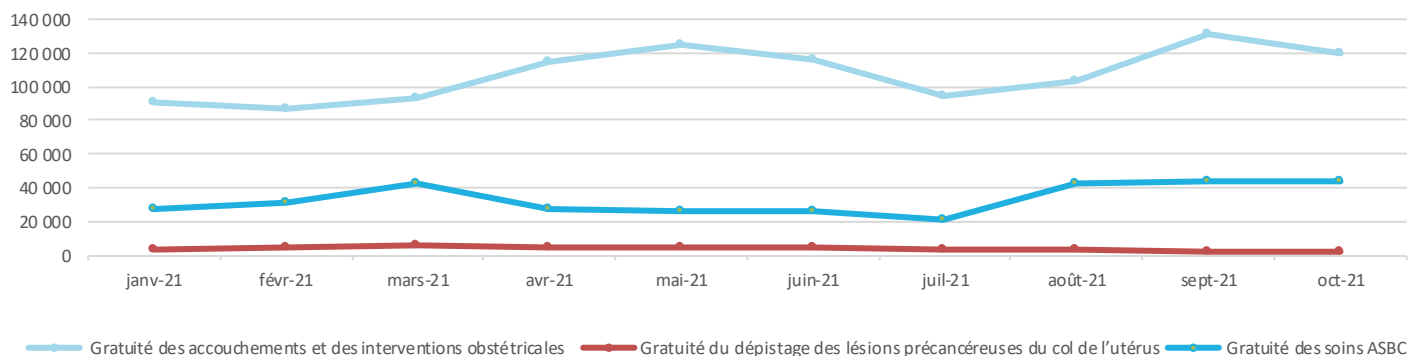


Figure 9: Suivi des prestations réalisées au niveau national (suite et fin)





# ACHAT DE SERVICE

Le coût moyen est obtenu en divisant le coût total d'une prestation par sa quantité. Le suivi des coûts moyens permet de s'assurer de la stabilité et de la soutenabilité financière du programme de gratuité des soins. De l'analyse des données de janvier à octobre 2021, il ressort que les coûts moyens sont restés quasiment stables de janvier à juin 2021 à tous les niveaux. A partir du mois d'août 2021, les soins au profit des enfants ont cependant connu une augmentation au niveau des CMA/CHR/CHU. Les soins au profit des enfants de moins de 5 ans ont coûté en moyenne 1,000 F au CSPS, 10,000 F au CMA et 29,000 F au CHR/CHU. Les accouchements ont coûté respectivement 3,300 F, 26,500 F et 58,000 F au CSPS/CM, CMA et CHR/CHU. Les coûts de planification familiale sont restés inchangés au niveau CSPS/CM et ont connu une baisse au niveau CMA/CHR/CHU à partir de septembre 2021. Enfin, les soins par les ASBC ont coûté en moyenne 190 F de janvier à octobre 2021.

Figure 10 : Coûts moyens accouchements au CSPS/CM

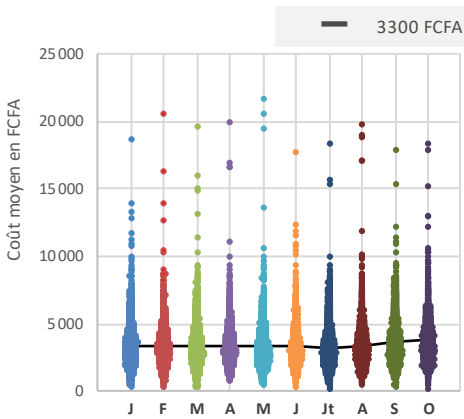


Figure 11 : Coûts moyens accouchements au CMA

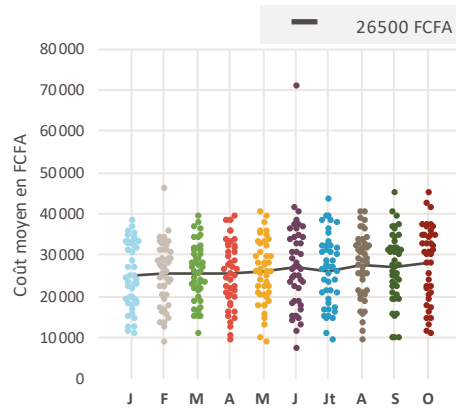


Figure 12 : Coûts moyens accouchements au CHR/CHU

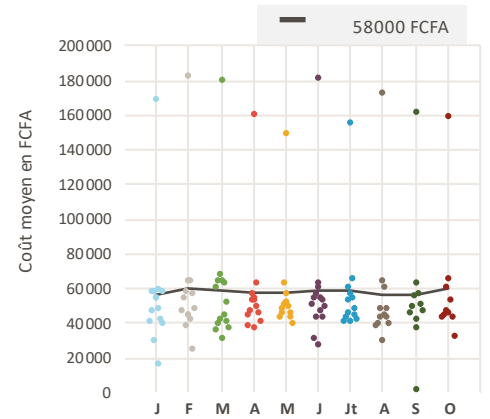


Figure 13 : Coûts moyens soins enfants au CSPS/CM

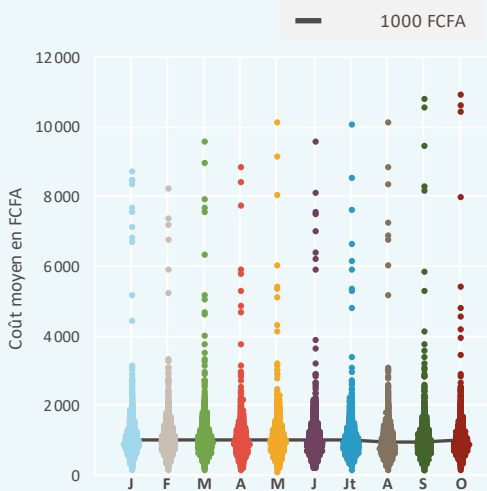


Figure 14 : Coûts moyens soins enfants au CMA

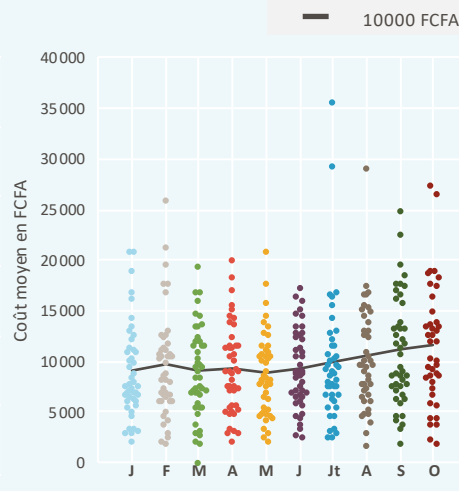


Figure 15 : Coûts moyens soins enfants au CHR/CHU

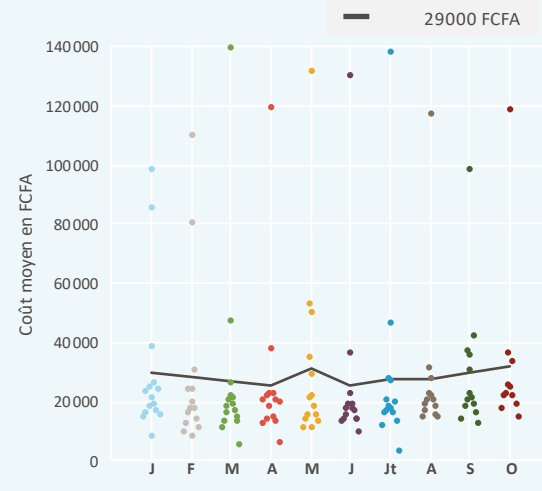


Figure 16 : Coûts moyens PF au CSPS/CM

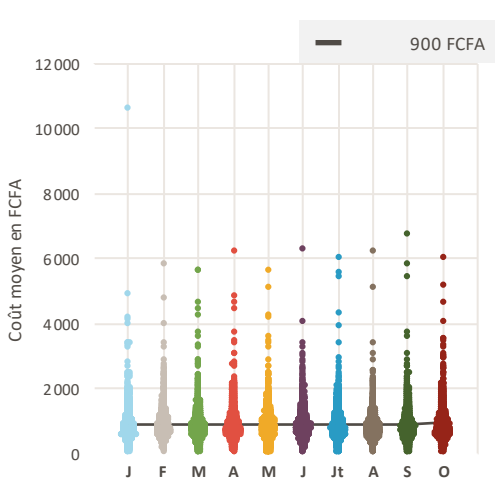


Figure 17 : Coûts moyens PF au CMA/CHR/CHU

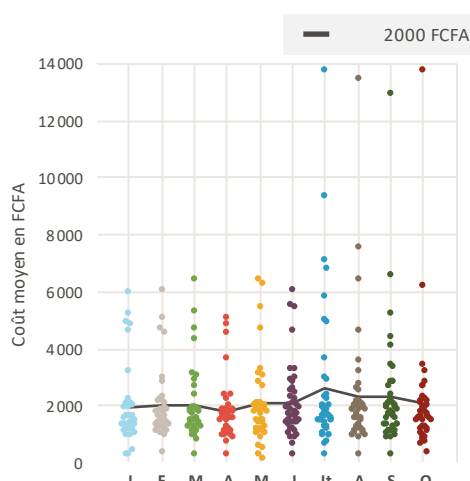
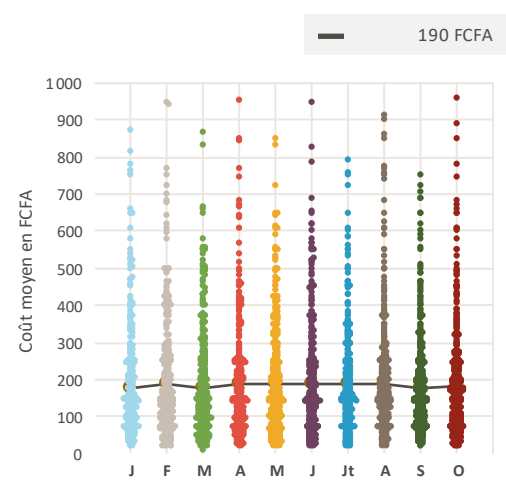


Figure 18 : Coûts moyens soins ASBC

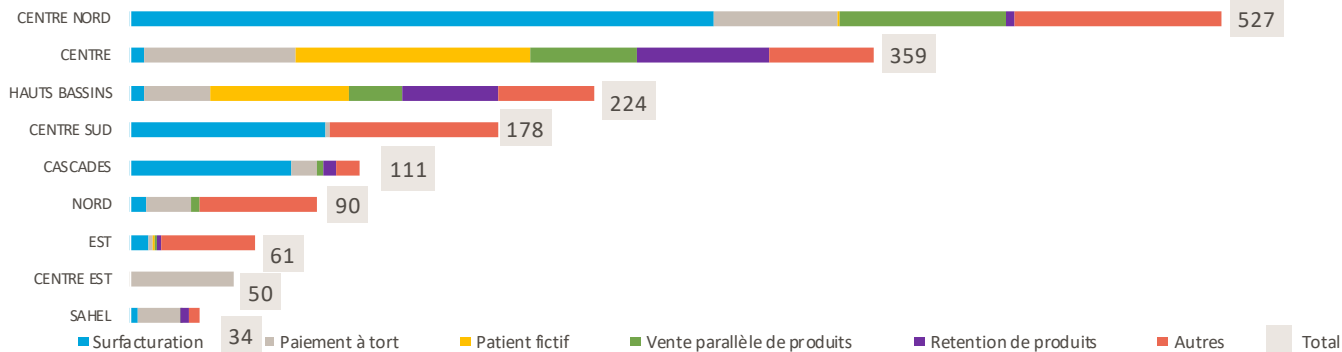




# IRRÉGULARITÉS

Les irrégularités constituent des mauvaises pratiques qui compromettent l'effectivité de la mise en œuvre de la gratuité de soins. Elles sont détectées par les ONGs lors de leurs sorties de contrôles dans les formations sanitaires. Le ST-CSU assure leur suivi par le suivi des actions entreprises par la hiérarchie pour mettre fin aux irrégularités constatées. De janvier à octobre 2021, 1 634 irrégularités ont été détectées dans les structures contrôlées. Les principales irrégularités demeurent les surfacturations (490), les paiements à tort (273), les patients fictifs (182), les ventes parallèles de produits (168), et les retentions de produits (126). Comparativement à la période de janvier à septembre 2021, les régions du Centre-Nord et du Centre occupent toujours les premières places.

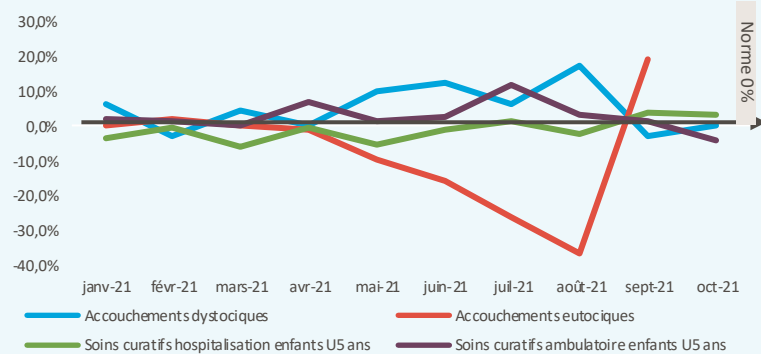
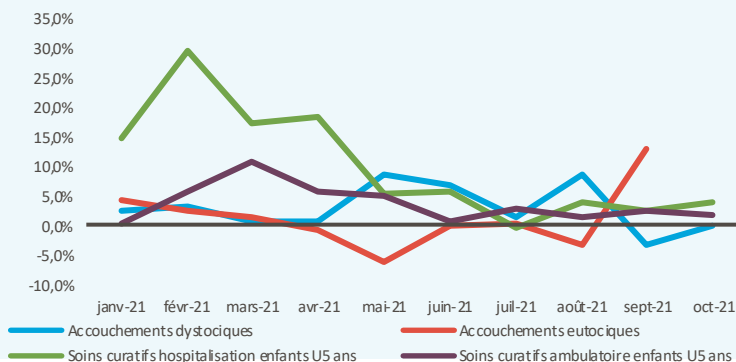
Figure 19: Type d'irrégularités constatées par région



Lors de leurs sorties, les ONGs confrontent les données déclarées par les formations sanitaires dans la plateforme eGratuité à celles archivées en leur sein. Cette technique de revue documentaire permet de s'assurer de la fiabilité des données transmises. Dans le calcul de cet indicateur, la norme est de 0% en ce sens qu'aucune variation ne devrait être constatée entre les données transmises et celles contrôlées. Cependant, des variations sont toujours constatées surtout au niveau des quantités des prestations. De janvier à octobre 2021, on constate une tendance à la réduction des écarts entre les quantités des prestations déclarées et contrôlées. Par contre, les écarts se creusent entre les coûts déclarés et ceux contrôlés au fil du temps.

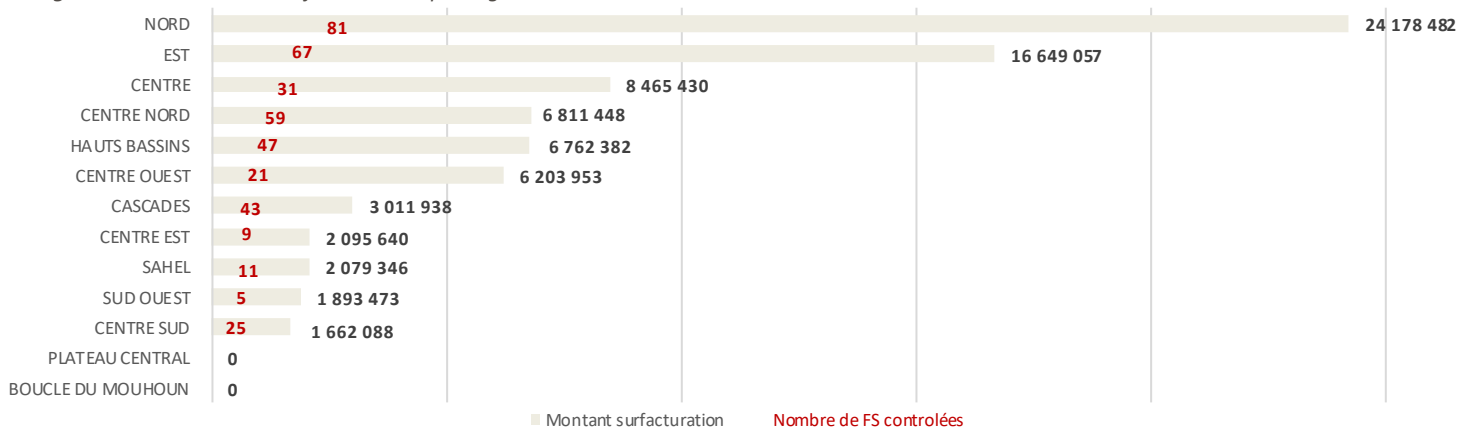
Figure 20: Concordance des quantités de prestations déclarées et contrôlées

Figure 21: Concordance des coûts de prestations déclarées et contrôlées



La technique de revue documentaire des ONGs permet par ailleurs de calculer les surfacturations qui sont obtenues en faisant la soustraction entre les montants déclarés sur eGratuité et les montants calculés par les ONGs sur la base des pièces justificatives archivées dans les formations sanitaires. Ces surfacturations sont déduites des prochains virements que recevront les formations sanitaires concernées. De janvier à octobre 2021, le coût total des surfacturations calculé par les ONGs dans 399 formations sanitaires s'élève à 79 813 237 FCFA. La région du Nord enregistre la surfacturation la plus élevée et le Centre-Sud le plus faible montant surfacturé. Les données du Plateau Central et de la Boucle du Mouhoun ne sont pas disponibles sur la plateforme eGratuité.

Figure 22: Montant des surfacturations par région



# MÉDICAMENTS ESSENTIELS ET GÉNÉRIQUES\*

\*Les données sur les commandes et les péremptions de MEG, les dettes CAMEG ne sont pas spécifiques à la Gratuité des soins. Cependant, leur suivi est nécessaire à la bonne marche de la stratégie de Gratuité des soins.

Les données disponibles de janvier à octobre 2021 sur les commandes de médicaments à la CAMEG proviennent de 25 districts sanitaires. Celles de 4 districts ne sont pas exploitables. L'évolution mensuelle de l'index de satisfaction globale présente un index minimum de 67% aux mois de janvier et octobre et un maximum de 87% en septembre. Seules les satisfactions des mois d'août et de septembre ont atteint le niveau minimum souhaitable de 80%.

Figure 23: Répartition des districts selon la disponibilité des données sur les commandes MEG

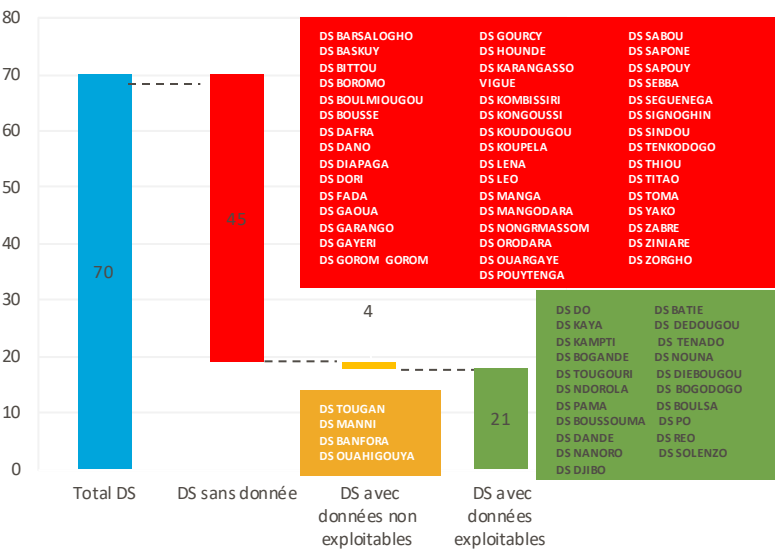
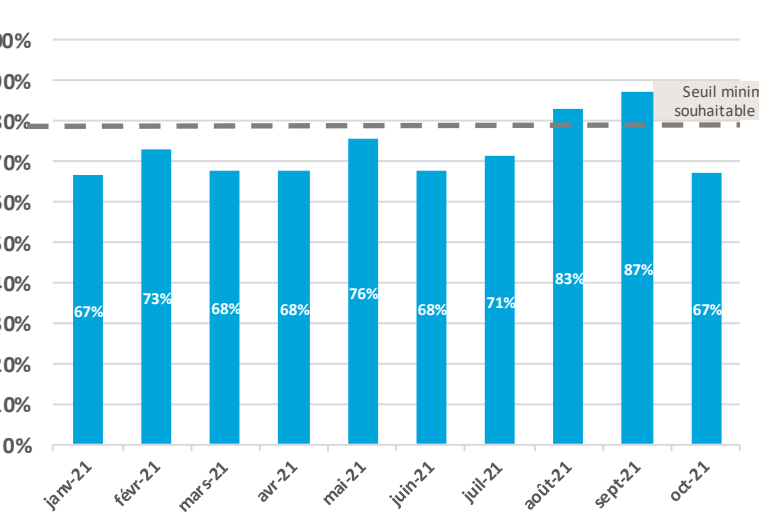
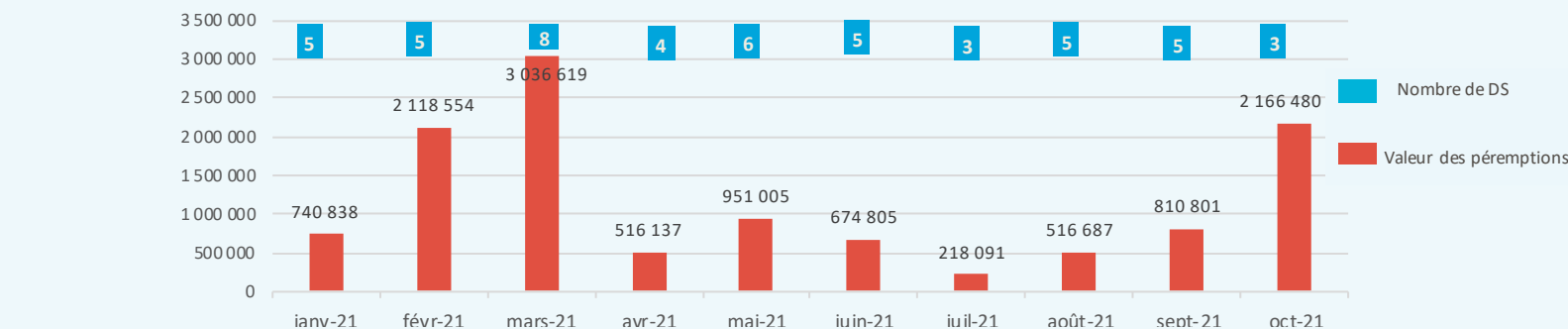


Figure 24: Evolution mensuelle de l'Index de satisfaction globale (ISG) des commandes MEG



De janvier à octobre 2021, 14 districts sanitaires ont transmis au moins une fois des données de péremptions des médicaments. La valeur totale des médicaments périmés s'élève à 11 750 017 FCFA sur la période avec un pic plus de 3,036,619 FCFA en mars 2021.

Figure 25: Répartition mensuelle des péremptions dans les districts sanitaires, FCFA



La complétude nationale des données saisies par la CAMEG sur la plateforme est de 46% de janvier à octobre 2021. Aucune donnée n'est disponible dans la plateforme e-Gratuite concernant les régions de l'Est, du Centre-Est, et de la Boucle du Mouhoun. En octobre 2021, les dettes totales s'élèvent à sept milliards pour le compte de cinq (5) CHR/CHU et vingt (20) DS.

Figure 26: Complétude de la transmission des données sur les dettes CAMEG des DS et des hôpitaux

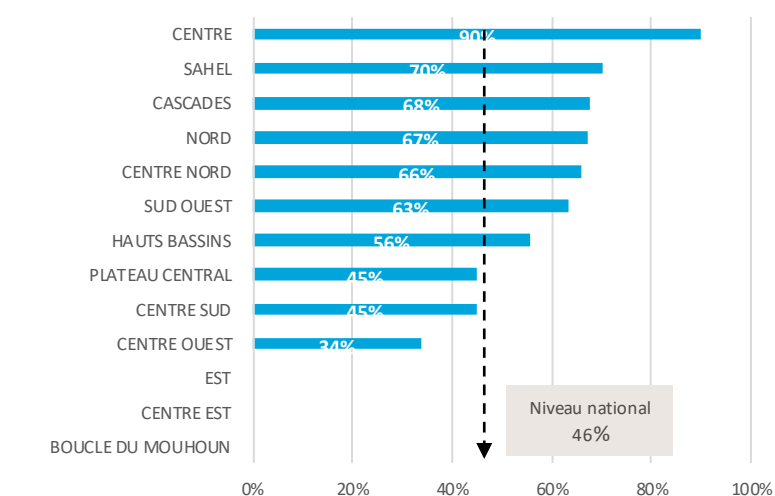
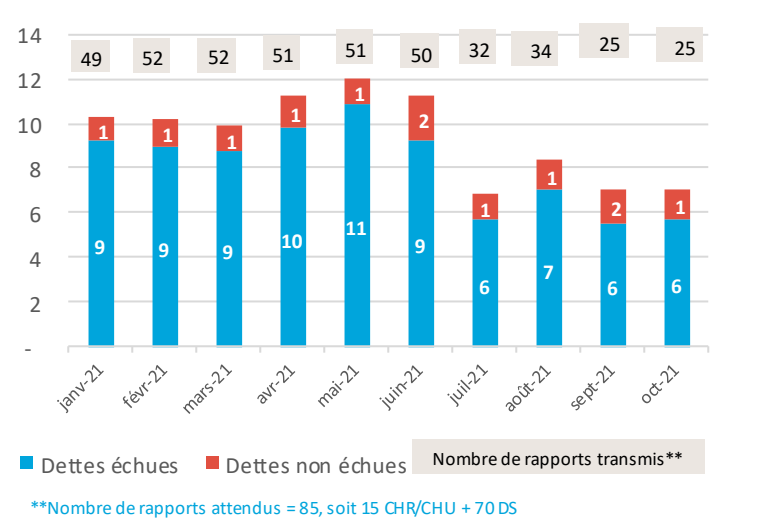


Figure 27: Dettes totales des DS et des hôpitaux envers la CAMEG



\*\*Nombre de rapports attendus = 85, soit 15 CHR/CHU + 70 DS

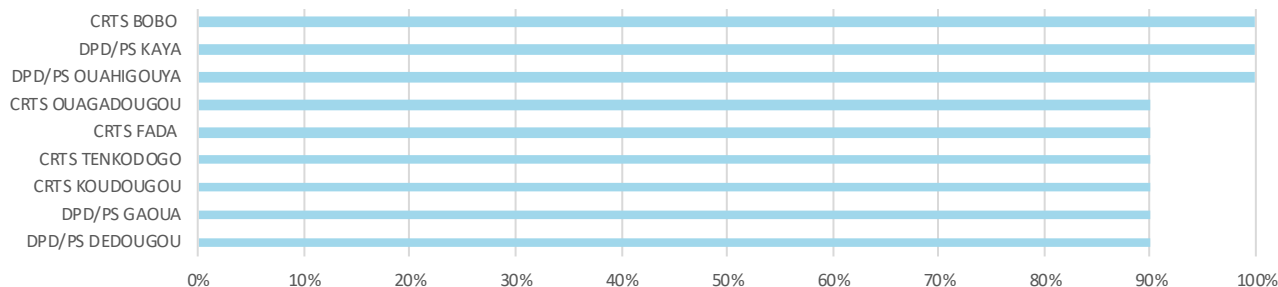




# PRODUITS SANGUINS LABILES (PSL)

Les fonds de la gratuité servent également au paiement des coûts de production des poches de sang au profit des cibles de la gratuité. Ces fonds sont virés dans le compte Trésor Gratuité du Centre national de transfusion sanguine (CNTS) qui regroupe les centres régionaux de transfusion sanguine (CRTS) et les Dépôts préleveurs distributeurs de produits sanguins (DPD/PS). De janvier à octobre 2021, les centres de Bobo et de Kaya ont atteint 100% de complétude des données. Les sept (7) autres centres ont transmis à 90% leurs données.

Figure 28: Complétude dans la transmission des rapports par CRTS



Les PSL distribués ont significativement augmenté à partir du mois d'août 2021 avec des besoins plus élevés pour la cible des enfants de moins de 5 ans. En octobre, la quantité distribuée a baissé due à la faible complétude des données. Les CRTS de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso distribuent évidemment les plus grands nombres. Celui de Ouahigouya a distribué le moins de PSL sur la période de janvier à octobre 2021.

Figure 29: Nombre de PSL distribués par mois

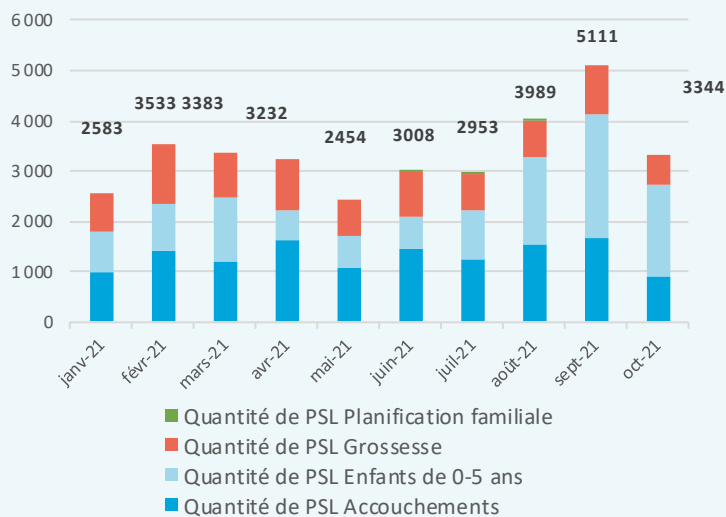
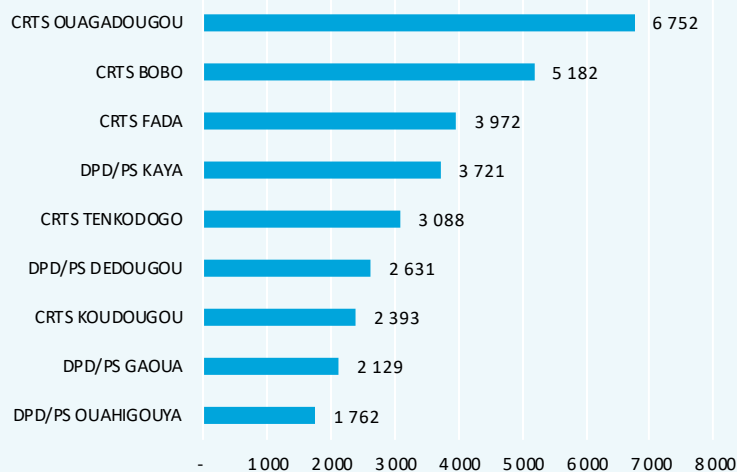
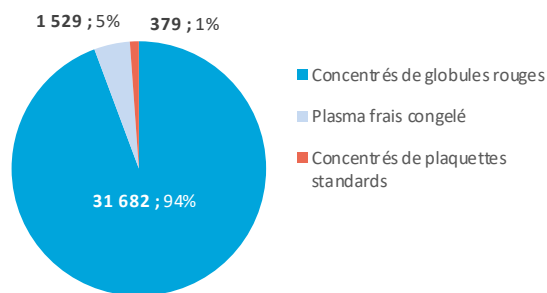


Figure 30: Nombre de PSL distribués par CRTS



Les concentrés de globules rouges sont les plus distribués par le CNTS. Le coût total des PSL distribué est de 202 211 500 FCFA de janvier à octobre 2021 au niveau national avec le CRTS de Ouagadougou en tête et le DPD/PS de Dédougou enregistrant le plus faible montant. En terme de coût moyen de production, les PSL du CRTS de Koudougou (8735 FCFA) et du DPD/PS de Ouahigouya (7734 FCFA) coûtent plus chers. Le DPD/PS de Dédougou produit le moins cher, chaque PSL y coûtant en moyenne 3891 FCFA.

Figure 31: Type de PSL distribués



Type de PSL	Quantité totale	Coût total (FCFA)	Coût moyen de production (FCFA)
Concentrés de globules rouges	31 682	174 624 500	5 512
Plasma frais congelé	1 529	8 467 000	5 538
Concentrés de plaquettes standards	379	2 842 500	7 500
Examen pré-transfusionnels	31 630	16 277 500	515
<b>Total PSL</b>	<b>33 590</b>	<b>202 211 500</b>	<b>6 020</b>

Figure 32: Coût total des PSL distribués

